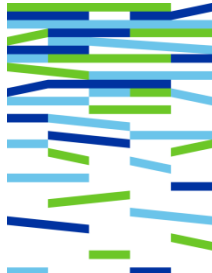




Direction
territoriale
Bassin
de la Seine et Loire Aval

UTI CANAUX PICARDIE
CHAMPAGNE ARDENNE



Maître de l'ouvrage

Voies Navigables de France
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval
Unité Territoriale d'Itinéraire CPCA

Objet du contrat

Canal des Ardennes – Bief n°7 de Seuil RD PK 25.900 – Commune d'Ambly-Fleury -
Diagnostic relatif à une fuite constatée le 29/04/2022

Procédure adaptée passée en application des article L2123-1 ET R2123-1 du
CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Contrat n° CPCA-2025-DIAG-SEUIL-AMBLY

Le CCAG FCS 2021 s'applique au présent contrat.

Date du contrat
Montant TTC
Imputation

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTRACTANTS	3
ARTICLE 2 – SECURITE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES ET EISH.....	3
ARTICLE 3 – OBJET DU CONTRAT	5
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5 – RÉFÉRENTS.....	5
ARTICLE 6 – MODE DE PASSATION CHOISI.....	6
ARTICLE 7 – RÉMUNÉRATION.....	6
ARTICLE 8 – DÉLAIS.....	6
ARTICLE 9 – PAIEMENT	6
ARTICLE 10 – ASSURANCES	7
ARTICLE 11 - PÉNALITÉS.....	7
11-1 Pénalités de retard	7
11-2 Pénalités en cas de retard de fourniture de documents	7
11-3 Pénalités en cas de manquement Hygiène et Sécurité.....	7
ARTICLE 12 – FOURNITURE DE DOCUMENTS APRÈS EXÉCUTION	7
ARTICLE 13 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER	7
ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS DIVERS.....	8
ARTICLE 15 – RÉSILIATION	8

ARTICLE 1 – CONTRACTANTS

Le présent contrat de réalisation d'un diagnostic relatif à la fuite en RD du bief n°7 de Seuil est passé entre :

- D'une part :

**Voies Navigables de France
Direction territoriale Bassin de la Seine
Unité territoriale d'Itinéraire CPCA**

**76 Rue de Talleyrand
51084 Reims cedex
Tél. 03 26 79 72 33 – mail : uti.picardiechampagne@vnf.fr**

- Et d'autre part :

Société :	
Représenté par Nom et prénom :	
Domiciliation :	
Tel :	
Fax :	
Courriel :	

après avoir :

- pris connaissance des clauses du présent contrat et des documents qui y sont mentionnés,
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats.

m'engage sans réserve, à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R2143-5 à 2143-10 du code de la commande publique et, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations/travaux dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 2 – SECURITE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES ET EISH

2.1 Classement du bief n°7 de Seuil au titre de la sécurité hydraulique

Le bief n°7 de Seuil se situe sur le canal des Ardennes dans le département des Ardennes, entre les communes de Seuil et Givry-sur-Aisne. Il a pour vocation de permettre la navigation dans le canal.

Il est classé **en Classe C** d'après l'Arrêté préfectoral n°2017/DRIEE/SPE/146 du 19 novembre 2017 relatif au Règlement d'Eau du bief de Seuil. Cet arrêté a été complété par l'Arrêté complémentaire n°2018-336 portant sur le classement du canal des Ardennes (sécurité des ouvrages hydrauliques).

Selon l'Article R214-12 du Code de l'Environnement, sous-section 1 : Classement des ouvrages, le bief n°7 de Seuil entre dans la catégorie des « barrages de retenue et ouvrages assimilés ».

Ces ouvrages sont classés selon des critères géométriques, comme suit selon l'article concerné :

CLASSE de l'ouvrage	CARACTÉRISTIQUES GÉOMÉTRIQUES
A	$H \geq 20$ et $H^2 \times V^{0,5} \geq 1\,500$
B	Ouvrage non classé en A et pour lequel $H \geq 10$ et $H^2 \times V^{0,5} \geq 200$
C	<p>a) Ouvrage non classé en A ou B et pour lequel $H \geq 5$ et $H^2 \times V^{0,5} \geq 20$</p> <p>b) Ouvrage pour lequel les conditions prévues au a ne sont pas satisfaites mais qui répond aux conditions cumulatives ci-après :</p> <p>i) $H > 2$;</p> <p>ii) $V > 0,05$;</p> <p>iii) Il existe une ou plusieurs habitations à l'aval du barrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres.</p>

La sécurité des ouvrages hydrauliques est de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires et inclut le respect d'obligations (prévention des risques d'inondation), notamment déclarer tout événement important pour la sûreté hydraulique (EISH) comme une fuite, des dégâts...

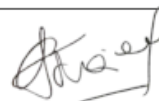
2.2 Historique EISH du 14/12/2021- Bief n°7 de Seuil rive gauche

Une fiche EISH (événement important pour la sûreté hydraulique) a été rédigée le 15/06/2022 pour signaler la présence d'une fuite de faible intensité, sur une cinquantaine de mètres linéaires, qui se déverse dans le contre-fossé en contrebas, bief de Seuil n°7, au niveau du PK 25,900 en rive droite du Canal des Ardennes constatée le 29/04/2022.

Cette fuite est due à la corrosion de la partie supérieure des palplanches en place (zone de battillage).

Cet événement a été signalé à la DREAL, organisme régalien de contrôle en charge de la vérification des obligations de VNF en matière de sécurité hydraulique, qui nous a demandé de réaliser des travaux provisoires.

Fiche ANALYSE d'événement important pour la sûreté hydraulique (EISH) d'un barrage	
Date de l'EISH	29/04/2022
Nom de l'ouvrage	Canal des Ardennes – Bief n°7 de Seuil rive droite aux environs du PK 25,900
Nom de la concession (si loi 16/10/1919) ou de l'aménagement	
Code identifiant de l'ouvrage (renseigné par le service de contrôle)	
Code concession (si loi du 16/10/1919) (renseigné par le service de contrôle)	
Société / Entité responsable de l'ouvrage	Propriétaire : Etat Gestionnaire : Voies Navigables de France
Date de rédaction	15/06/2022
Rédacteur	Mélanie HOUDELETTE et Angélique GADOVIN
Relecture effectuée le	Par Clarisse NOUAILLE
ANALYSE DES CAUSES et RETOUR D'EXPERIENCE	
Types de causes / circonstances (cocher les cases concernées) : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> exploitation normale (turbinage, lâchers...) <input type="checkbox"/> aléas naturels (crues, glissements, séismes...) <input type="checkbox"/> travaux (en cours, en préparation ou remise en service) <input type="checkbox"/> non-respect de consignes (y compris du à une défaillance matérielle) <input checked="" type="checkbox"/> X génie civil <input type="checkbox"/> géologie (fondations, appuis...) <input type="checkbox"/> vantellerie <input type="checkbox"/> conduite / galerie <input type="checkbox"/> automatismes / contrôle-commande <input type="checkbox"/> télécommunications <input type="checkbox"/> alimentation électrique (perte d') défaut d'entretien <input type="checkbox"/> organisationnel / humain (dont maintenance) <input type="checkbox"/> intrusions (dont chute / accident navigation) 	Préciser les composants concernés de l'ouvrage et les modes de défaillance rencontrés : Suite à un appel de l'adjoint au Maire d'Ambly-Fleury, Mme GADOVIN et M. COLLIN-VINCENT ont observé la présence d'une fuite de faible intensité, sur une cinquantaine de mètres linéaires, qui se déverse dans le contre-fossé en contrebas, bief de Seuil n°7, au niveau du PK 25,900 en rive droite du Canal des Ardennes. Cette fuite est due à la corrosion de la partie supérieure des palplanches en place (zone de battillage). A l'arrière de cette fuite, ne se trouve aucun enjeu humain impacté à ce jour (présence de maisons en arrière du contre-fossé, mais le débit de fuite ne provoque l'inondation que de la partie reculée du jardin des habitations). Une commande a été passée pour la fourniture de glaise en arrière des palplanches. Le principe de réparation en régie est la mise en œuvre de géotextile à l'arrière des palplanches et mise en œuvre de glaise pour imperméabiliser la digue. Cette intervention doit impérativement être réalisée depuis la voie d'eau, l'accès terrestre est impossible. Elle est programmée au début du mois de Juillet 2022. Le désordre observé est proposé en classement jaune .
Retour d'expérience / Enseignements tirés / Mesures prises ou envisagées : Une surveillance journalière est assurée par les agents d'exploitation du secteur jusqu'au début des travaux provisoires. A l'issue des travaux provisoires, une surveillance tous les 15 jours sera assurée par les agents d'exploitation jusqu'aux travaux définitifs. Il est à noter que la mairie assure également une surveillance et avertit VNF en cas d'incident.	



 L'adjointe au chef d'UTI CPCA/DTBS/VNF
 Clarisse NOUAILLE

2.3 Travaux provisoires réalisés

Des travaux provisoires ont été réalisés.

Une commande a été passée pour la fourniture de glaise en arrière des palplanches. Les travaux ont consisté à la mise en œuvre de géotextile à l'arrière des palplanches et de glaise pour imperméabiliser la digue.

Cette intervention a été réalisée depuis la voie d'eau, l'accès terrestre étant impossible.

Le rapport des travaux est joint à la présente consultation.

Malgré ces travaux, la fuite est revenue.

ARTICLE 3 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat consiste à réaliser :

- un diagnostic sur site avec rédaction d'un rapport final de diagnostic correspondant (observations, analyses, conclusion...) indiquant l'origine et l'identification précise de la provenance de cette fuite;
- les éventuelles investigations à réaliser (géotechniques, topographie..)
- la préconisation des travaux à réaliser et leur chiffrage.

Le diagnostic devra clairement indiquer la nature des travaux à réaliser.

Comme indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence, **le prestataire du présent contrat devra posséder un agrément Sécurité des Ouvrages Hydrauliques Classe C études et diagnostics.**

Pour les déplacements sur site, le titulaire prendra attache en priorité **avec Mme GADOUIN Angélique**, responsable du secteur d'Attigny (et de Givry) ou Mme MARCHAND Séverine, en charge du Canal des Ardennes au titre de la SOH. (voir coordonnées ci-dessous).

Le devis comprendra notamment les prix suivants :

- déplacements sur site ;
- investigations (recherche, prises de photos ...) ;
- rapport final de diagnostic ;
- études annexes nécessaires (géotechniques, topographiques...) ;
- réunion de restitution.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Pièces contractuelles :

- Le présent contrat ;
- Le devis détaillé du diagnostic élaboré par le candidat suivant les postes article 3 ;
- Le mémoire technique ;
- L'attestation d'assurances en cours de validité (article 9 du présent contrat) ;
- Les DC1 et DC2 demandés dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence.

ARTICLE 5 – RÉFÉRENTS

Coordonnées du Maître d'Œuvre compétent pour ce contrat :

Voies Navigables de France

Subdivision Maintenance Etudes et Travaux

Pôle Etudes et Travaux

2, bd du Val de Vesle – 51100 REIMS

Courriel : bet.uti.picardiechampagne@vnf.fr

Représenté par : Mme Séverine MARCHAND, chargée d'opérations

Tél : 07 62 97 92 43

Sur le site en question : Mme GADOUIN Angélique, Cheffe de la circonscription d'Attigny

Tél : 06 25 31 80 66 - courriel : angelique.gadouin@vnf.fr

ARTICLE 6 – MODE DE PASSATION CHOISI

Le présent contrat est passé conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

ARTICLE 7 – RÉMUNÉRATION

Les prix sont **fermes et définitifs**.

Les prestations sont rémunérées sur la base du devis visé à l'art. 3 ci-dessus n°:

N° devis :
En date du :

d'un montant global de :

<i>Montant</i>	<i>En chiffres</i>	<i>Arrêté en toutes lettres</i>
H.T.		
TVA (.....%)		
T.T.C.		

ARTICLE 8 – DÉLAIS

La durée du contrat est de **6 mois** à compter de la notification du contrat.

ARTICLE 9 – PAIEMENT

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat en faisant porter le montant au crédit du compte suivant (**joindre un RIB**) :

Organisme bancaire :	
----------------------	--

À :	
Au nom de :	
Numéro – Clé RIB :	
Code banque :	
Code guichet :	

Le paiement interviendra en une seule fois sur présentation par l'entreprise d'une facture détaillée, suite à constatation contradictoire des prestations réellement exécutées par dépôt sur la plate-forme CHORUS-PRO avec les références suivantes :

- SIRET VNF / DTBS : 130 017 791 00034
- code service exécutant : UCPA
- numéro d'EJ qui sera communiqué au titulaire lors de la passation de commande.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le titulaire devra transmettre au maître d'ouvrage dans son offre, une attestation d'assurances précisant les activités couvertes et le montant des garanties. Cette attestation devra être valide pour toute la durée du marché.

ARTICLE 11 - PÉNALITÉS

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant du contrat.

11-1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de retard sera appliquée en cas de dépassement du délai d'exécution tel que défini à l'article 7 du présent contrat.

11-2 Pénalités en cas de retard de fourniture de documents

En cas de retard dans la fourniture des documents après exécution, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de retard.

11-3 Pénalités en cas de manquement Hygiène et Sécurité

En cas de manquement aux obligations liées à l'hygiène et la sécurité, le titulaire encourt une pénalité fixée à **200 euros** par constatation.

ARTICLE 12 – FOURNITURE DE DOCUMENTS APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire devra transmettre au maître d'ouvrage au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la date de fin des prestations le rapport de diagnostic et toutes les notices, fiches techniques et plans conformes. Cette transmission peut être faite par courriel au référent désigné à l'article 4.

ARTICLE 13 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER

Le titulaire du contrat s'engage à mettre en place et à respecter toutes les mesures de sécurité nécessaires (notamment le port des équipements de protection individuels) tant pour son personnel et celui de VNF, mais également pour la sauvegarde des biens mobiliers et immobiliers de VNF.

Elle devra avant toute intervention sur site procéder à une inspection commune préalable avec VNF et participer à la rédaction d'un plan de prévention (transmission des apports de méthodologie d'intervention, analyse des risques et identification de mesures de sécurité pertinentes). Aucune intervention sur site ne pourra se faire avant approbation par VNF du plan de prévention.

ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS DIVERS

Sans objet

ARTICLE 15 – RÉSILIATION

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 7 du présent contrat de plus de 15 (quinze) jours, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnisation des prestations non exécutées.

A Reims, le Le chef de l'UTI CPCA	Mention manuscrite "lu et approuvé" et signature du prestataire : À Le
--	---